

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/Q1/PER/6

G/SCM/Q1/PER/6

23 avril 1998

(98-1646)

**Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: espagnol

NOTIFICATION DES LOIS ET REGLEMENTATIONS AU TITRE DES ARTICLES 18.5 ET 32.6 DES ACCORDS

Questions du VENEZUELA au PEROU¹

La Mission permanente du Venezuela a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 14 avril 1998.

1. Détermination de la valeur normale dans des situations particulières du marché

Le Pérou pourrait-il préciser les facteurs particuliers auxquels l'article 5 de sa législation fait référence qui ne permettent pas une comparaison des prix appropriée?

2. Ouverture des enquêtes

Degré de soutien ou d'opposition à la demande

Le Pérou pourrait-il indiquer à quel moment et de quelle façon l'autorité compétente vérifie le degré de soutien ou d'opposition à la demande d'enquête manifesté par la branche de production nationale?

Questionnaires destinés à l'ouverture d'une enquête

L'article 18 de la législation péruvienne établit que la demande doit contenir les renseignements requis dans les questionnaires. Le Pérou pourrait-il expliquer à quoi se rapportent ces questionnaires destinés à la demande d'enquête?

3. Calcul des délais

Le Pérou pourrait-il préciser si les délais mentionnés dans sa législation sont calculés en jours ouvrables ou en jours civils?

¹G/ADP/N/1/PER/1/Suppl.2 et G/SCM/N/1/PER/1/Suppl.2.

4. Enquêtes *ex officio*

Le Pérou pourrait-il indiquer dans quelles circonstances une enquête serait ouverte sans qu'une demande écrite ait été déposée par la branche de production nationale?

5. Organisation d'auditions

Le Pérou pourrait-il indiquer à quel moment de l'enquête l'autorité pourrait procéder aux auditions entre les parties intéressées, comme le prévoit l'article 31?

6. Forme et montant des droits provisoires

Le Pérou pourrait-il expliquer comment seraient établis la forme et le montant des droits provisoires conformément aux dispositions du Code de procédure civile, comme l'indique l'article 33 de la législation péruvienne?

7. Engagements

Le Pérou pourrait-il indiquer si les engagements auxquels se rapportent les articles 34 et suivants de sa législation seraient acceptés uniquement s'il existe une détermination préliminaire positive?

8. Appels et recours

Le Pérou pourrait-il préciser ce qui distingue les recours en réexamen et les recours en appel prévus à l'article 49 de sa législation?

9. Notification adressée au gouvernement du Membre exportateur

Le Pérou pourrait-il indiquer si, après avoir reçu une demande dûment documentée et avant de procéder à l'ouverture d'une enquête, il notifiera une telle situation au gouvernement du Membre exportateur?
